

Déclaration commune sur l'arrivée du Président français M. Emmanuel Macron au Cameroun le 25 juillet 2022

Nous, partis politiques camerounais, plateformes camerounaises, panafricaines et panafricanistes, syndicats, personnalités publiques et historiens ayant contribué à la rédaction de la page la plus tumultueuse de l'Histoire du Cameroun souhaitons la bienvenue au président français M. Emmanuel Macron. En effet, le Cameroun et la France entretiennent des relations très étroites depuis l'éviction de l'Allemagne du Cameroun en 1916. Si la France a été choisie par la SDN, puis par l'ONU pour assurer respectivement la période de mandat et de tutelle d'une partie du Cameroun, le peuple camerounais de son côté a soutenu vaillamment le peuple français dans sa lutte pour se libérer de l'occupation nazie, pour ne citer que ces deux aspects de nos relations.

C'est pour améliorer ces relations entre nos deux peuples que nous rédigeons cette déclaration commune. Nous pensons à l'amitié entre les peuples et entre les Nations, une amitié sincère. Mais malheureusement les relations entre le Cameroun et la France n'ont pas été toujours harmonieuses. Ces relations ont conduit à une dure et longue guerre d'indépendance qui a ensanglanté notre pays de 1955 à 1971. Dans cette guerre ont péri des dizaines de milliers de nos compatriotes, de nos dirigeants nationalistes à l'instar de Ruben Um Nyobe, Felix Roland Moumie, Martin Singap, Ernest Ouandié, Ossende Afana. La qualité de ces personnalités faisait que leurs assassinats devaient avoir une sérieuse incidence sur le devenir du pays. Dans cette longue et dure guerre, la France a été aux commandes de la répression.

Nous demandons au président M. Macron et au pays qu'il dirige de reconnaître le rôle français dans cette guerre et dans l'assassinat de nos héros, ceci pour mieux renforcer nos relations. Cette reconnaissance devrait être suivie par un plan de réparation. Durant toute son Histoire, la France et ses gouvernements successifs ont noyé dans le sang, directement ou indirectement, les ambitions légitimes des peuples camerounais et africains. Nous ressentons le poids de l'impérialisme français sur nous.

La France a contribué à l'installation de deux régimes répressifs au Cameroun. Le président français M. Macron a été plusieurs fois interpellé par les activistes camerounais en Europe sur le caractère répressif du second régime. La situation des droits de l'homme est beaucoup plus triste sur le terrain. Dans la perspective de l'entente cordiale que nous souhaitons avoir la France, nous lui demandons de tempérer les humeurs belliqueuses et contre-productives du régime qu'elle a elle-même contribué à installer et a constamment soutenu. Nous ne lui demandons pas de faire ce que nous devons faire, de mener nos combats à notre place. La France a ses propres combats. Nous lui demandons plus précisément de se retirer de notre scène politique pour que nous puissions plus aisément assurer la transition et renouer avec elle des relations plus saines, plus justes. Sans ce retrait, la France sera toujours considérée comme un ennemi par le peuple camerounais, et les Camerounais se dresseront toujours par milliers contre elle. Pour l'entente entre nos peuples, nous voulons collaborer en toute liberté avec la France, dans le respect de la souveraineté de chaque partie. Au cas contraire nos deux peuples seront condamnés à se heurter continuellement et incessamment.

Notre pays se trouve dans une phase cruciale de son Histoire. Très bientôt, il se trouvera devant un changement de régime. Nous demandons à la France de ne pas s'immiscer dans cette transition. Depuis notre existence, nous avons été contraints au combat. Forcés de résister contre le colon allemand brutal, les populations camerounaises ont vaillamment lutté dans la douleur, le sang et les

larmes contre la colonisation allemande, le mandat et la tutelle franco-britannique et deux régimes répressifs. Malgré les sacrifices consentis, le peuple camerounais n'a jamais cessé de se battre. Et très bientôt, s'il y est de nouveau contraint, il se battra encore pour sa survie. Il se battra plus vaillamment si la France persiste à s'immiscer dans ses affaires internes en essayant comme par le passé de lui imposer un dirigeant par la force lors de la période de transition qui point à l'horizon. Et à l'issue de cette âpre lutte, notre peuple pourra alors faire émerger le premier gouvernement démocratique de son histoire nationale.

Nous informons le gouvernement français qu'au-delà du gouvernement camerounais et des Organisations Non-Gouvernementales choisies comme interlocuteurs pour leur docilité, l'état de nos relations actuelles demande de la sincérité, et exige qu'il prenne absolument langue avec des associations, des partis politiques, des syndicats et des personnalités qui auront la possibilité et le courage de dire ce qu'ils pensent, de dire la vérité. Ce type de personnes physiques et morales dont quelques-unes ont signé cette déclaration, défendant le droit des peuples, seront à même de refonder les relations entre le peuple camerounais et le peuple français. Combattre ce type d'hommes et femmes qui croient en la justice, en la fraternité entre les peuples pour des raisons d'impérialisme contribuerait d'avantage à maintenir une situation tendue entre nos deux peuples. Nous croyons que cette déclaration pourra être le creuset de nouvelles relations entre nos peuples.

Nous souhaitons un bon séjour au Président de la République française M. Emmanuel Macron, qui pourra sans nul doute, se rendre compte que l'hospitalité camerounaise demeure légendaire malgré les meurtrissures que ses populations ont subies au cours des décennies.

Ont signé cette déclaration :

Pour la LIMARA
(Ligue des Masses pour la Renaissance Africaine)

Le président
Yemele Fometio

Pour le Collectif
Mémoire 60

Le Secrétaire Général
Nono Théophile

Pour le PSP/UPC
(Parti de la Solidarité du Peuple)

Le 1^{er} Vice-Président
Jean-Pierre Djemba

Pour le PAP
(Popular Action Party)

Le Secrétaire General
Fabrice Lena

Pour le SECA
(Syndicat des Enseignants du Cameroun pour l'Afrique)

Le Secrétaire Général
Tousse Jackson

Maitre Zogo Jean Guy, GRSP
Président du Consistoire du Comité Mixte de Pilotage du Réseau de Contrôle Citoyen Indépendant des Politiques Publiques de Protection de l'Environnement et de Cultures Africaines